



CE Fonctions Support

Réunion du 31 janvier 2013

Partager ce que nous en avons compris.

DEMETER ... c'est parti ... mais le projet reste sous le contrôle du CE

Dans ce projet extrêmement impactant pour l'avenir des achats France, les OS ont souligné des manques d'information quantitative par site, l'absence de détail concernant par exemple les retraites, TPS, CLD, âges ... etc.

Les OS ont souligné aussi la faiblesse de l'analyse des Risques Psycho Sociaux conduite alors que les salariés ne connaissaient pas les détails du projet et de sa mise en œuvre dans un contexte plus général de baisse programmée des effectifs.

La Direction s'est défendu pied à pied en renvoyant aux slides déjà présentées en CE pour expliquer que les éléments réclamés étaient dans le dossier. Quant aux RPS la Direction a rejeté les arguments en expliquant que l'enquête menée par la préventrice et le médecin du travail avait déjà traité le sujet et interrogé en priorité les acteurs concernés.

Les OS ont exprimé leurs frustrations et doutes sur les réponses apportées par la Direction et ont souhaité être de nouveau consultés sur les questions de RPS, charge de travail et effectifs sans pour autant chercher à bloquer le démarrage du projet. Cette demande des élus du CE reflète également les inquiétudes des CHSCT consultés qui ont souhaité un suivi et une vigilance particulière dans le déploiement de DEMETER.

Les OS ont donc conditionné le vote sur le projet DEMETER à l'acceptation par la Direction d'une consultation complémentaire dans les 6 mois portant sur les RPS, la charge de travail et les évolutions d'effectifs. La Direction a fini par en accepter le principe et la résolution suivante a été présentée au vote :

« Les élus du CE Fonctions Support se prononcent sur le lancement du projet Demeter englobant la formation et la constitution des nouvelles équipes. Cet avis est conditionné à l'engagement pris ce jour par la Direction de consulter le CE dans les 6 mois à venir sur un dossier complémentaire portant sur l'analyse des RPS, les impacts du projet sur la charge de travail des salariés concernés et l'évolution détaillée des effectifs à la Direction des Achats en rapport avec la GPEC »

Résultat du vote de la RESOLUTION : Pour 15 (unanimité).

Résultat du vote Projet DEMETER

<u>Pour</u> :	11 (CFE-CGC/UNSA, CFDT, CGT)
<u>Contre</u> :	0
<u>Abstention</u> :	4 (SUD, FO)

A.S.C. prestations 2013 pas de liberté pour les salariés !

A la suite des réactions suscitées par de très nombreux salariés lorsqu'ils ont découvert le principe de **non miscibilité** en 2013 des 3 bouquets : packs Vacances, Sport /Passion et Billetterie, La **CFE-CGC/UNSA, la CFTC et FO** ont lancé une pétition commune pour connaître l'état du mécontentement des salariés et tenter de faire remonter aux élus majoritaires l'opinion du terrain.

En quelques jours, 1300 signatures ont été collectées exigeant la liberté de choix des prestations dans le cadre d'une enveloppe globale.

CFE-CGC/UNSA, CFTC et FO ont souhaité faire une déclaration préalable et présenter une nouvelle résolution au vote, non sans avoir été accusés au passage par une OS d'avoir fait un forcing inacceptable.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI – Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Dominique De SPIRT
Jean-Marc DARTAGNAN – José DIAS – Dominique DUBRAY – Paul FABRE – Pierre Jean FLAD – Eric FORQUIN – Antoine GALIA
Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Catherine LE RIGUER – Véronique LEFORTIER – Monique MANGIONI
Nicole MERI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC – Jacques Eric WUNENBURGER

Résolution :

« Dans le cadre de la mise en œuvre des 3 bouquets “Bouquet Vacances, Bouquet Sport-Passion-Culture, Bouquet Billetterie” au titre des prestations ASC 2013, la miscibilité entre les 3 bouquets sera possible et restera à l’initiative du salarié, dans le cas où le montant défini pour un ou deux bouquets ne pourrait pas être utilisé dans le cadre de ce (s) même bouquet (s). »

La résolution a donc été rejetée et la liberté n’a donc pas gagné lors de ce vote. Certains élus aiment à penser qu’ils connaissent mieux les besoins des salariés que les salariés eux-mêmes.

A.S.C. prestations 2013 Le guichet unique enfin accessible ou presque

Présentation du guichet unique censé être ouvert depuis le 8/01 mais reporté suite au retard coté CCUES. La situation serait rentrée dans l’ordre depuis, mais les délais de réponse restent insuffisants. Un message le précise d’ailleurs sur le site qui a vocation à évoluer.

<https://www.ce-ft-orange.fr/CAS/login> (même identifiant et mot de passe que sur ARAVIS)

Les prestations 2012 sont toujours prises en compte jusqu’au 18 février 2013, le traitement se fait sur dossier papier et traité comme en 2012.

La CFE-CGC/UNSA a fait remarquer l’impossibilité d’accéder à son compte, le problème serait lié à la résolution en cours d’un bug constaté sur les données CCUES. En principe, si le salarié a validé son compte, il a accès au portail.

Politique salariale du CE une prime exceptionnelle pour une situation exceptionnelle

Les élus ont voté le principe d’une prime exceptionnelle aux salariés du CE pour tenir compte des sujétions liées à la mise en place du nouveau portail et au transfert d’activités CCUES.

Cette prime se décompose en une part collective de 60% et une part individuelle de 40% qui sera attribuée selon une échelle de 1 à 5. Les élus ont souhaité que la prime soit répartie selon des critères objectifs.

Résultat du vote : Pour 15 (unanimité)

Supply Chain France, site de Rungis, ... la baisse d’activité pourrait être plus rapide

Un complément d’information a été présenté au CE sur la situation du site de Rungis.

La Direction (Directeur de la Supply Chain) a fait part d’une **possibilité de décroissance plus rapide que prévu de l’activité de Rungis**. La baisse du volume des ventes n’est pas la seule explication au phénomène, des décisions plus stratégiques pourraient impacter le site avec des conséquences rapides cette année et pleins effets en 2014. La confidentialité du sujet ne nous autorise pas à plus de commentaire.

Pour la Direction, ces nouveaux éléments, imposés par les conditions du marché, confirment les orientations vers la fermeture du site. Lors des débats, les OS ont exprimé leurs inquiétudes. La CFE-CGC/UNSA a pointé entre autre, les risques de dégradation de la qualité de service liés à toute externalisation.

En réponse la Direction a réaffirmé d’une part la nécessité de s’adapter à la réalité du marché, et d’autre part que les salariés de Rungis seraient accompagnés pour retrouver une activité dans l’entreprise. Enfin il est précisé que l’externalisation des entrepôts reste une décision stratégique qui ne concerne pas la supply-chain.

A la question de CFE-CGC/UNSA sur l’intérêt que porte la Direction au site d’Eysines par rapport à Gentilly, cette dernière a réaffirmé avec conviction son intérêt pour les 2 sites !

Plus d’informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI – Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Dominique De SPIRT
Jean-Marc DARTAGNAN – José DIAS – Dominique DUBRAY – Paul FABRE – Pierre Jean FLAD – Eric FORQUIN – Antoine GALIA
Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Catherine LE RIGUER – Véronique LEFORTIER – Monique MANGIONI
Nicole MERI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC – Jacques Eric WUNENBURGER

Supply Chain France, site de Rungis, ... SECAFI mandaté par le CE pour une expertise

Le cabinet SECAFI a été choisi et mandaté par le CE pour procéder à une expertise suite au projet de fermeture du site de Rungis.

La mission consiste dans un premier temps à étudier l'existant et pré qualifier des solutions alternatives à la fermeture du site, puis dans un deuxième temps à étudier les solutions alternatives.

L'annonce d'une baisse d'activité plus rapide que prévu sur ce site rend cette mission plus urgente.

La première phase de l'étude sera présentée au CE en février, le CE pourra alors donner son go pour la deuxième phase qui pourrait être présentée au CE en mars.

Résultat du vote

Validation du budget et exécution de la mission : Pour 15

Déménagement du CSRH Amiens le projet avance ... dans l'incertitude

La Direction (Chef de projet immobilier et services aux salariés DO Nord) a présenté en consultation CE le projet de déménagement du CSRH à Amiens Santenay faisant suite à l'expulsion partielle sur la ZAC Claudel du bâtiment Verne.

Alors qu'un recours contentieux des riverains du site devant le Tribunal Administratif contre le permis de construire retarde le constructeur dans le démarrage des travaux, **la Direction a souhaité poursuivre et fournir les plans d'aménagement du projet** très confiante sur la décision à venir du TA. Aucun autre projet alternatif n'est à l'étude. Par contre le délai de réponse du TA reste une variable non maîtrisée qui oblige à maintenir le bâtiment actuel (VERNE) jusqu'au déménagement estimé fin 2014 - mi-2015. Les plans définitifs feront l'objet d'une validation par le bureau de contrôle VERITAS.

La démarche associant des groupes d'expression salariés dans la définition des besoins a été soulignée, mais les OS ont fait remarquer à cette occasion que les salariés s'étaient prononcés contre la pose d'une moquette que l'on retrouve pourtant dans ce projet. En réponse la Direction a renvoyé sur l'avis positif et unanime du CHSCT concernant les plans y compris pour la moquette conforme aux normes et adaptée à l'absorption des sons.

Restauration : La prorogation du bail pour le RIE Parmentier a permis de trouver une solution à court terme jusqu'au 30 juin 2013, la question d'une 2^{ème} prorogation se pose, une salle pourrait être aménagée à Verne.

Bilan Restauration 2011 ... il était temps !

Il était temps début 2013 de faire le bilan 2011 des 3 restaurants FS de l'époque : Alleray, Losserand et Cachan. La Direction s'est donc attelée à cet exercice « archéologique » pour présenter un bilan sans grand intérêt.

A retenir, des dépenses en hausse de 3,5% sur l'année précédente, un nombre de repas subventionnés en hausse de 7% dans les RIE/RIA mais une baisse du nombre de Tickets Restaurants (-14%).

Alors que les dépenses de restauration augmentent, il est frappant de constater que les subventions baissent de 4,4% pendant la même période ?

Le montant TTC moyen du repas était de 8,25€ dont 4,47€ subventionné, 39% des salariés ont bénéficié de la subvention majorée.

L'enquête satisfaction avec un taux de participation très faible de 32%, fait ressortir un taux moyen global de satisfaction (type république bananière) de 80%, info ou intox ?

A cette occasion la CFE-CGC/UNSA s'est félicitée du succès de la restauration gérée en direct à Orange Stadium.

Passons sur les perspectives 2012 et autres joyeusetés pour aborder les questions d'actualité des OS. Les travaux du restaurant Losserand ont été effectués suite à la visite des services vétérinaires, (les rats ne sont plus invités dans ce restaurant) mais les problèmes consécutifs à la mauvaise disposition des lieux restent et resteront d'actualité jusqu'au déménagement vers Alleray.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI – Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Dominique De SPIRT
Jean-Marc DARTAGNAN – José DIAS – Dominique DUBRAY – Paul FABRE – Pierre Jean FLAD – Eric FORQUIN – Antoine GALIA
Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Catherine LE RIGUER – Véronique LEFORTIER – Monique MANGIONI
Nicole MERI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC – Jacques Eric WUNENBURGER